

# BRÈVES ÉCONOMIQUES Nigeria & Ghana

Une publication du SER d'Abuja  
Semaine du 12 janvier 2026

*Nous rappelons à notre très cher lectorat que le Service économique régional d'Abuja publie régulièrement sur l'actualité économique franco-nigériane et sur ses activités dans le pays à travers [sa page LinkedIn](#). Il en est de même pour le Service économique d'Accra, sur [LinkedIn](#).*

## English summary

### Nigeria

- The Nigerian Economic Summit Group published its 2026 Macroeconomic Outlook;
- Inflation reaches 23.0% in 2025;
- The World Bank revises upwards its growth outlook for Nigeria to 4.4% in 2026;
- The European Union removed Nigeria from its list of high-risk financial jurisdictions;
- TotalEnergies signs a sale and purchase agreement in view of divesting its oil interest in Renaissance JV;
- During a visit to Saudi Arabia, the Minister of Solid Minerals announced the launch of operations at a gold refinery in Lagos;
- Nigeria has launched its Carbon Market Framework and announced new green bond issuances;
- Nigerian defense tech startup Terra Industries raises USD 11.75m.

### Ghana

- Ghana ranks among Africa's most business-friendly economies, according to the World Bank;
- The MIEG confirms an acceleration in Ghana's economic activity in October 2025;
- Ghana clears USD 1.47bn in energy sector arrears in 2025 and restores the World Bank guarantee;
- Progress on Saderea bonds brings Ghana closer to the completion of its sovereign debt restructuring.

LE CHIFFRE À RETENIR

**100 000 Md  
NGN**

C'est le seuil de capitalisation boursière dépassé par  
le NGX début janvier 2026.

## **Nigeria :**

Le NESG publie ses projections économiques pour 2026 ; L'inflation atteint 23,0% en 2025 ; La Banque mondiale révisé ses projections de croissance pour le Nigeria à la hausse ; L'Union européenne retire le Nigeria de sa liste des juridictions financières à haut-risque ; TotalEnergies signe un accord en vue de céder sa participation pétrolière dans Renaissance ; Le ministre des Mines a annoncé le lancement d'une raffinerie d'or à Lagos ; Le Nigeria a lancé son Cadre pour le marché du carbone et a annoncé de nouvelles émissions d'obligations vertes ; La start-up nigériane Terra Industries, spécialisée dans les technologies de défense, lève 11,75 M USD.

## **Ghana :**

Le Ghana se classe parmi les économies africaines les plus favorables aux entreprises selon la Banque mondiale ; Le MIEG confirme une accélération de l'activité économique en octobre 2025 ; Le Ghana apure 1,47 Md USD d'arriérés du secteur énergétique en 2025 et reconstitue l'enveloppe de garantie de la Banque mondiale ; Le Ghana poursuit la restructuration de sa dette souveraine avec l'avancée du dossier Saderea.

## Le NESG publie ses projections économiques pour 2026

[Le groupe du Sommet économique du Nigeria \(NESG\) a publié ses projections économiques pour l'année 2026.](#) Dans son rapport, le NESG souligne les améliorations macroéconomiques du pays issues des réformes engagées par l'administration Tinubu, en citant notamment la baisse progressive de l'inflation, la stabilisation du naira et la consolidation des réserves de change. Le rapport estime que les récentes améliorations des fondamentaux doivent désormais se traduire en bases concrètes pour permettre une croissance durable, inclusive et résiliente.

Le NESG identifie en parallèle certains risques pesant sur le pays en 2026. Le rapport appelle ainsi à davantage de coordination, au maintien de la discipline dans la mise en œuvre de l'agenda de réformes pour répondre aux contraintes structurelles persistantes et met en garde contre l'essoufflement des réformes. Les questions sécuritaires, la gouvernance, la vulnérabilité climatique et la perspective d'un prix du baril faible représentent autant de facteurs de risques pour le pays.

Le Nigeria devra poursuivre ses efforts dans la lutte contre l'inflation, notamment concernant les prix de l'alimentation de base, qui affectent en particulier les populations les plus pauvres, mais également renforcer la productivité agricole et permettre le déploiement du secteur manufacturier. La stabilité monétaire sera clé, permise par le renforcement des réserves de change. La diversification économique dépendra de l'amélioration des infrastructures productives (transports et énergie). La consolidation des finances publiques doit se réaliser à travers l'amélioration de la mobilisation des recettes mais également par l'optimisation des dépenses publiques.

## Tableau de l'évolution des principaux indicateurs macroéconomiques au Nigeria

	2023				2024				2025			
	Q1	Q2	Q3	Q4	Q1	Q2	Q3	Q4	Q1	Q2	Q3	Q4E
Real GDP Growth (%)	1.2	3.1	3.5	4.1	2.3	3.5	3.9	3.8	3.1	4.2	4.0	4.0*
Inflation (%)	21.9	22.5	25.5	28.2	31.6	34.0	32.7	34.4	23.9	23.0	20.0	15.3*
Fiscal balance (% of GDP)	-3.5	-2.3	-1.2	-3.4	-2.3	-3.8	-1.4	-6.9	-8.0	-1.6	-3.4*	-3.7*
Exchange rate (NGN/US\$)	458.6	508.7	761.5	840.8	1,309.9	1,386.5	1,585.6	1,622.8	1,521.1	1,580.6	1,520.6	1451.2
Interest rate - Max. (%)	28.2	28.6	27.4	27.7	27.7	29.0	29.7	30.4	30.2	29.8	29.4	28.5*
Agriculture Growth (%)	-5.6	2.3	3.3	3.5	-1.8	2.6	2.6	2.5	0.1	2.8	3.8	3.3*
Industry Growth (%)	7.0	2.9	1.9	4.1	2.3	3.7	2.8	2.5	3.4	7.5	3.8	3.3*
Manufacturing Growth (%)	3.0	3.2	1.6	2.0	1.6	1.1	0.8	1.3	1.7	1.6	1.3	1.5*
Service Growth (%)	2.6	3.5	4.1	4.4	4.1	3.8	5.0	4.8	4.3	3.9	4.1	4.5*
Trade Bal. (% of GDP)	0.03	0.2	1.6	4.0	6.4	8.1	5.3	3.2	5.4	7.3	5.7	6.3*
Capital inflows (US\$Billion)	1.1	1.0	0.7	1.1	3.4	2.6	1.3	5.1	5.6	5.1	6.0	8.5*
Public debts (₦Trillion)	49.9	87.4	87.9	97.3	121.7	134.3	142.3	144.7	149.4	152.4	160.0*	175.0*
Foreign reserves (US\$Billion)	35.1	33.7	32.8	33.2	32.3	34.8	39.2	40.2	38.3	37.2	42.4	45.5

Source : National Bureau of Statistics NBS, Central Bank of Nigeria, NESG Research

Le rapport donne ensuite les priorités dégagées par le NESG pour assurer une croissance durable, la création d'emploi et l'augmentation du niveau de vie des Nigériens : l'amélioration de la productivité et des chaînes de production de valeur par la mobilisation d'investissements dans les infrastructures et le capital humain, en ciblant en particulier les secteurs manufacturier et agricole. Des politiques prévisibles et crédibles, accompagnées de réglementations claires et efficaces sont nécessaires en parallèle.

Le NESG projette la croissance économique du Nigeria à 5,5% en 2026, et jusqu'à 8,5% selon son scénario optimal. L'inflation devrait s'établir à 16% en moyenne sur l'année, et le taux de change de 1 300 NGN pour 1 USD. Participant à la cérémonie de lancement du rapport, le gouverneur de la CBN, Yemi Cardoso, a quant à lui estimé la croissance économique du Nigéria à 4,1 % en 2025, avec une baisse de l'inflation à 15 % d'ici la fin de l'année.

### L'inflation atteint 23,0% en 2025

[Le Bureau national des statistiques nigérian \(NBS\) a publié les résultats d'inflation du pays pour le mois de décembre 2025 et ainsi pour l'ensemble de l'année 2025.](#) Cette publication révisé en parallèle sa méthode de calcul afin d'éviter un pic d'inflation artificiel en décembre, issu du rebasage effectué en fin d'année 2024. La base 100 de l'indice des prix à la consommation correspond désormais à l'ensemble de l'année 2024, plutôt qu'uniquement décembre précédemment. Cette correction a été accompagnée par le FMI et aligne davantage les statistiques d'inflation aux standards

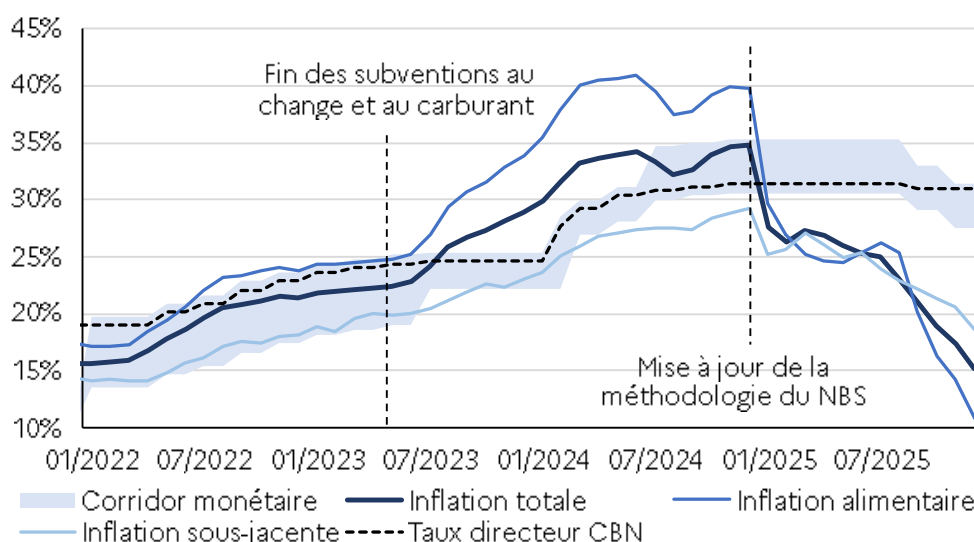
internationaux. Les résultats d'inflation en glissement annuel sur l'année 2025 ont par conséquent été révisés.

Le Nigeria enregistre 15,2% d'inflation en décembre en glissement annuel après 17,3% en novembre et 19,0% en octobre, en baisse continue depuis mars. Il s'agit du plus faible niveau d'inflation en glissement annuel enregistré en 2025, en phase avec l'objectif gouvernemental de 15% d'inflation pour la fin d'année. Sur l'ensemble de l'année, l'inflation s'établit par conséquent à 23,0%.

L'inflation d'un mois à l'autre s'est établie à +0,54%, après +1,22% en novembre et +0,93% en octobre, confirmant le repli de l'inflation depuis l'été (+2,17% en moyenne de février à juillet 2025, +2,52% en moyenne en 2024 et +2,14% en 2023).

L'inflation alimentaire, principal moteur de l'inflation historiquement, s'est établie à 10,8% en décembre en glissement annuel, après 14,2% en novembre et 16,3% en octobre, les prix ont diminué de -0,4%, marquant le troisième mois de déflation alimentaire en 2025. L'inflation sous-jacente reste élevée malgré une diminution, à 18,6% après 20,6% en novembre et 21,2% en octobre.

### Évolution de l'inflation en glissement annuel au Nigeria depuis 2022



Source : National Bureau of Statistics NBS

Clef de lecture : L'inflation du Nigeria s'élève à 15,2% en décembre 2025 (courbe bleu foncé), l'inflation alimentaire à 10,8% (courbe bleu) et l'inflation sous-jacente à 18,6% (courbe bleu clair). Le taux directeur de la CBN (pointillés noirs) a été abaissé à 27% en septembre. Le corridor monétaire a été ajusté en novembre à -450/+50pts (aire bleu clair).

## La Banque mondiale révisé ses projections de croissance pour le Nigeria à la hausse

[La Banque mondiale a publié un rapport présentant ses projections économiques pour 2026 et 2027.](#) Après une croissance estimée à +4,2% en 2025, l'économie nigériane devrait croître de +4,4% en 2026 comme en 2027. [La dernière prévision de croissance de la Banque mondiale datait d'octobre](#) et estimait alors la croissance à +4,3% pour 2026.

En 2025, la croissance a été portée par le dynamisme du secteur des services (en particulier financiers et TIC), la reprise modeste du secteur agricole et la transition du pays devenu exportateur net de carburant, à travers l'activité de la raffinerie Dangote.

Cette révision à la hausse est justifiée par la poursuite du dynamisme du secteur tertiaire et des améliorations de productions agricole comme pétrolière. Les réformes économiques entreprises devraient continuer de soutenir l'activité, tout en améliorant la confiance des investisseurs et poursuivant la lutte pour réduire l'inflation.

## **L'Union européenne retire le Nigeria de sa liste des juridictions financières à haut-risque**

[La Commission européenne a annoncé plus tôt en décembre avoir retiré le Nigeria de sa liste des juridictions financières à haut risque.](#)

Cette annonce intervient après le retrait du pays de la liste grise du Groupe d'action financière (GAFI) en octobre dernier, et confirme les progrès substantiels réalisés en matière de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme.

[Cette décision a été saluée par le ministère nigérian des Finances, se félicitant du renforcement de la crédibilité financière du pays.](#) Cette nouvelle décision devrait renforcer l'attractivité financière du pays et son intégration dans le système financier international, tout en contribuant à l'amélioration du climat des affaires.

## **TotalEnergies signe un accord en vue de céder sa participation pétrolière dans Renaissance**

[Le 14 janvier, TotalEnergies a annoncé avoir signé un accord avec Vaaris portant sur la vente de sa participation non-opérée de 10% dans les licences de production de la joint-venture \(JV\) Renaissance au Nigeria.](#)

La JV Renaissance (anciennement « JV SPDC ») est une joint-venture non-incorporée entre la compagnie nationale pétrolière nigériane (NNPC) (55%), Renaissance Africa Energy Company Ltd (30% et opérateur), TotalEnergies EP Nigeria (10%) et Agip Energy and Natural Resources Nigeria (5%), qui détient 18 licences dans le delta du Niger.

## **Le ministre des Mines a annoncé le lancement d'une raffinerie d'or à Lagos**

[Le 13 janvier, lors d'une visite en Arabie Saoudite, le ministre des Mines, Dele Alake, a annoncé le commencement des opérations d'une raffinerie d'or à Lagos. Trois autres sont en cours de développement et une usine de traitement du lithium d'une valeur de 600 M USD serait prête à entrer en service à Nasarawa.](#)

Le ministre a fait part de sa volonté de renforcer et d'approfondir les partenariats avec l'Arabie Saoudite dans le domaine minier, dans la continuité de la mise en place d'un groupe de travail sur le sujet avec la chambre de commerce saoudienne l'année dernière.



## **Le Nigeria a lancé son Cadre pour le marché du carbone et a annoncé de nouvelles émissions d'obligations vertes**

[Le Nigeria a officiellement lancé son cadre pour le marché du carbone, marquant ainsi une étape importante dans son programme d'action climatique.](#) La nouvelle politique comprend la création d'un registre national du carbone, l'obligation pour les entreprises de déclarer leurs émissions et des exonérations fiscales sur les revenus provenant des crédits carbone pendant une période pouvant aller jusqu'à dix ans. La directrice générale du Conseil nigérian sur le changement climatique (NCCCC) en charge de la supervision du dispositif, Tenioye Majekodunmi, a déclaré que le marché carbone pourrait à lui seul attirer jusqu'à 3,8 Md USD d'investissements annuels.

[Le lancement de ce marché carbone doit préfigurer à terme la mise en place d'un système national d'échange de quotas d'émission et d'une taxe carbone.](#)

[En parallèle, le ministre de l'Environnement, Balarabe Abbas Lawal, a révélé que le gouvernement planifie cette année l'émission de d'obligations vertes représentant 500 Md NGN \(351 M USD\), et jusqu'à 1 500 Md NGN \(1 Md USD\) selon Bloomberg.](#) Le Nigeria travaille avec la Société Financière Internationale sur ce projet d'émission d'obligations vertes, vues comme une source alternative de financement pour des projets de résilience et de transition climatique et énergétique.

## **La start-up nigériane Terra Industries, spécialisée dans les technologies de défense, lève 11,75 M USD**

[Terra Industries, une start-up nigériane spécialisée dans la fabrication de drones et de systèmes de défense autonomes, a annoncé lundi avoir levé 11,75 M USD lors d'un tour de financement mené par la société de capital-risque 8VC.](#)

La société a déclaré que les fonds seraient utilisés pour augmenter sa capacité de production et développer ses équipes d'ingénierie et de développement logiciel. Les capitaux serviront également à soutenir le déploiement de systèmes de défense autonomes supplémentaires dans les pays africains.

## Le Ghana se classe parmi les économies africaines les plus favorables aux entreprises selon la Banque mondiale

[Le Ghana figure au 4e rang des économies les plus « business-ready » en Afrique dans l'édition 2025 du rapport Business Ready \(B-READY\) de la Banque mondiale, derrière le Rwanda, le Maroc et Maurice, confirmant la solidité de son cadre institutionnel et réglementaire.](#)

Le rapport évalue 101 économies à l'échelle mondiale à partir de données recueillies auprès d'environ 5 000 experts locaux et 58 000 entreprises. L'analyse repose sur trois piliers – cadre réglementaire, services publics et efficacité opérationnelle – auxquels sont attribués des scores agrégés permettant un classement comparatif.

Sur cette base, les économies sont réparties en quintiles mondiaux. La majorité des économies africaines les mieux classées, dont le Ghana, se situent dans le troisième quintile, traduisant des performances solides à l'échelle régionale, mais encore éloignées des standards des économies avancées. Le Ghana figure toutefois parmi les 29 économies mondiales dont au moins un pilier est classé dans le quintile supérieur mondial du classement.

Selon la Banque mondiale, les résultats du Ghana reflètent des progrès notables en matière de qualité réglementaire, dans un contexte régional où la mise en œuvre opérationnelle des règles et la fourniture effective de services publics demeurent des enjeux structurants.

## Le MIEG confirme une accélération de l'activité économique en octobre 2025

[Selon l'indicateur mensuel de croissance économique \(Monthly Indicator of Economic Growth – MIEG\) publié en janvier 2026 par le centre de statistiques ghanéens \(GSS\), l'activité économique a progressé de 3,8% en glissement annuel en octobre 2025, portée principalement par les services et l'industrie.](#)

L'indice MIEG s'est établi à 112,7 en octobre 2025, contre 108,6 un an plus tôt, prolongeant une dynamique haussière observée depuis fin 2023. Cet indicateur à haute fréquence, élaboré à partir des mêmes sources que les comptes nationaux trimestriels et corrigé de l'inflation, fournit un signal conjoncturel avancé avant la publication du PIB.

Les services constituent le principal moteur de la croissance, avec une progression de 5,5%, représentant près de 75% de l'expansion globale. Le secteur a contribué à hauteur d'environ 2,8 points à la croissance, soutenu notamment par les activités d'information et de communication ainsi que par le commerce de gros et de détail.

L'industrie affiche un net redressement, enregistrant une croissance de 3,0%. Le secteur manufacturier a été le principal facteur de soutien, permettant au secteur de contribuer pour environ 1,1 point à la croissance globale. La croissance de l'agriculture est restée



positive, à 0,9%, mais sa contribution demeure marginale, estimée à environ 0,05 point.

Présentant les résultats à Accra, le statisticien en chef du GSS a rappelé que le MIEG, non corrigé des variations saisonnières, repose sur les premières données disponibles et peut faire l'objet de révisions. Il a toutefois souligné que les résultats d'octobre confirment une tendance haussière de l'activité, avec un rôle croissant des services et un regain de dynamisme industriel.

## **Le Ghana apure 1,47 Md USD d'arriérés du secteur énergétique en 2025 et restaure la garantie de la Banque mondiale**

[Le ministère des Finances ghanéen indique avoir apuré pour 1,47 Md USD d'arriérés du secteur énergétique sur l'exercice 2025, permettant notamment la reconstitution intégrale de l'enveloppe de garantie partielle de risque de la Banque mondiale, auparavant entièrement consommée et désormais de nouveau pleinement disponible, ainsi que la normalisation des paiements aux principaux partenaires internationaux du secteur.](#)

Début 2025, le secteur de l'énergie faisait face à de fortes tensions, liées à des impayés récurrents sur les livraisons de gaz du champ Offshore Cape Three Points (OCTP) destinées au secteur électrique. Ces défauts de paiement avaient conduit à l'épuisement complet de la garantie partielle de risque de 500 M USD, mise en place en 2015 par la Banque mondiale dans le cadre du projet gazier Sankofa.

Au 31 décembre 2025, l'État avait remboursé 597,15 M USD, intérêts inclus, au titre des tirages effectués sur cette garantie, permettant sa reconstitution intégrale. En parallèle, l'ensemble des factures de gaz émises par ENI et Vitol ont été réglées sur la période courant de janvier à décembre 2025, pour un montant estimé à environ 480 M USD, ce qui a permis au Ghana d'être de nouveau à jour de ses engagements vis-à-vis des partenaires du projet Sankofa.

Dans le même temps, le gouvernement a apuré environ 393 M USD d'arriérés dus aux producteurs indépendants d'électricité (IPP). Selon le ministère des Finances, ces mesures s'inscrivent dans une stratégie de stabilisation financière du secteur, combinant régularisation des dettes, sécurisation des paiements futurs et mise en œuvre disciplinée du mécanisme de répartition des flux de trésorerie (Cash Waterfall Mechanism). Les autorités indiquent par ailleurs poursuivre les échanges avec les partenaires amont, notamment sur les champs Jubilee, afin de sécuriser l'approvisionnement gazier et de limiter le recours aux combustibles liquides plus coûteux.

## Le Ghana poursuit la mise en œuvre de la restructuration de sa dette souveraine avec l'avancée du dossier Saderea

[Le Gouvernement du Ghana a engagé, début janvier 2026, des discussions avec un comité \*ad hoc\* représentant environ 97,5% des détenteurs des obligations Saderea, dont l'encours s'élève à 117,8 M USD, selon un communiqué officiel des autorités.](#)

Les échanges portent sur ces obligations garanties à échéance 2026, émises par Saderea Limited, société de projet détenue par l'État ghanéen et utilisée comme véhicule d'émission de dette publique liée au secteur de l'énergie, et visent à définir un scénario de traitement de la dette susceptible de déboucher sur un accord, sous réserve de négociations complémentaires.

Ce scénario s'inscrit dans la continuité de l'échange des euro-obligations ghanéennes de 2024 et vise à respecter le principe de comparabilité de traitement, qui fait l'objet d'un examen par le Comité officiel des créanciers (OCC).

À ce stade, aucun accord définitif n'a été conclu, mais les autorités qualifient les discussions de constructives.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

[www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication : Service économique d'Abuja

[tom.giudice@dgtresor.gouv.fr](mailto:tom.giudice@dgtresor.gouv.fr)

Rédaction : SER d'Abuja, Antenne à Lagos, SE d'Accra

Abonnez-vous : [tom.giudice@dgtresor.gouv.fr](mailto:tom.giudice@dgtresor.gouv.fr)